



À PROPOS D'UN DOSSIER SUR « L'ESPAGNE ROUGE ET NOIRE » PARU  
DANS *LA RAISON* DE JUIN 2021

[Annie Lacroix-Riz](#)

Presses Universitaires de France | « Droits »

2020/2 n° 72 | pages 109 à 126

ISSN 0766-3838

ISBN 9782130823148

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-droits-2020-2-page-109.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

À PROPOS D'UN DOSSIER SUR « L'ESPAGNE ROUGE ET NOIRE »  
PARU DANS *LA RAISON* DE JUIN 2021

La violence anticommuniste du ton d'un « dossier » sur « l'Espagne rouge et noire » présenté comme historique par Christian Eyschen, responsable de la Libre Pensée, se fonde exclusivement sur des arguments d'autorité ou d'intimidation. Choquée par la démarche agressive, d'autant plus que la Libre Pensée n'est pas interdite aux marxistes, dont je suis, je bornerai mes remarques à la méthodologie et, sur le terrain historique, à la guerre d'Espagne, sur laquelle j'ai consulté de très nombreuses archives originales (françaises) ou publiées (étrangères) <sup>1</sup>.

LE CHOIX DE LA BIBLIOGRAPHIE

Sur une question hautement polémique, la bibliographie a été réduite à des auteurs respectivement anarchistes (ouvrage ou « entretiens ») et trotskistes (« échanges ») : ils ont en commun un discours aussi hanté par le communisme, soviétique ou non (« staliniens » non soviétiques), que Joseph Proudhon l'était depuis le milieu des années 1840 par Karl Marx – vieux contentieux, bien antérieur à l'URSS ou à Staline. Ces auteurs, que rien ne vient contredire, n'ont été choisis que pour leur vindicte anticommuniste et leur mise en cause obsessionnelle des responsabilités des « staliniens ».

Cette « bibliographie » consiste en échanges *oraux* entre « antistaliniens »<sup>2</sup>, additionnés d'un ouvrage de feu César M. Lorenzo, paru aux Éditions libertaires, simple réédition de 2006, « indisponible », du précédent, *Les anarchistes*

1. Je ne me prononcerai pas en revanche sur l'Espagne ouvrière des années 1960, à propos de laquelle le « dossier » assaille aussi violemment « l'appareil stalinien [supposé être alors] au plein de sa forme », mais qui ne relève pas, faute de consultation de sources, de mes compétences.

2. *D'une Espagne rouge et noire*, « Entretiens avec Diego Abad de Santillán, Felix Carrasquer, Juan García Oliver, José Peirats », Chaucre, Éditions libertaires, 2009, présentation des auteurs : <https://anarchismenonviolence2.org/spip.php?article108> ; « Échanges avec Andréus Camp », date et contenu des entretiens non identifiables, avec André Camp (1920-2004) ?, journaliste et écrivain d'origine espagnole, <https://>

*espagnols et le pouvoir (1868-1969)*, publié en 1969 par Le Seuil<sup>1</sup>. Son indignation permanente contre les « staliniens » est privée de tout matériau scientifique, *a fortiori* de celui dont on dispose depuis les dernières décennies sur la guerre d'Espagne, objet essentiel du « dossier » de *La Raison*.

Il peut sembler curieux que le libertaire déclaré Lorenzo ait attiré l'attention de l'ultra-réactionnaire Fondation Hoover. Fief républicain des élites bipartisans américaines fondé en 1919 par Herbert Hoover – pendant presque toute sa carrière « chargé par les banquiers de Wall Street d'étudier le placement des capitaux en Allemagne<sup>2</sup> » –, la *Hoover Institution on War, Revolution and Peace*, rattachée à l'université de Stanford, constitue l'un des piliers de l'association Université-« complexe militaro-industriel » américain<sup>3</sup>. Hoover l'avait en effet créée « pour “démontrer les maux causés par les doctrines de Karl Marx” », comme le rappelait en 1980, dans *The Christian Science Monitor*, le journaliste Stewart McBride<sup>4</sup>. On conviendra que cet objectif, entretenir, en tous domaines, la haine antisoviétique et anticommuniste, a de longtemps précédé la notoriété politique de Staline et même la naissance de l'URSS (décembre 1922). La mission s'est sans relâche poursuivie depuis 1919.

« La Hoover », par ailleurs dotée d'un remarquable fonds archivistique et bibliographique, finance richement, dans tous les pays, les entreprises idéologiques correspondantes<sup>5</sup> avec, comme tous les *think tanks* faussement « indépendants » de ce genre, le soutien *considérable* de l'État américain, notamment du tandem Département d'État-services de renseignement : c'est-à-dire, depuis juillet 1947, de la CIA. Mais d'autres canaux étatiques d'appui aux

[www.whoswho.fr/decade/biographie-andre-camp\\_2972](http://www.whoswho.fr/decade/biographie-andre-camp_2972) ; [https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/03/06/andre-camp-critique-dramatique-ecrivain-et-journaliste%20ste\\_355829\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/03/06/andre-camp-critique-dramatique-ecrivain-et-journaliste%20ste_355829_1819218.html).

1. <https://www.leslibraires.fr/livre/243978-le-mouvement-anarchiste-en-espagne-pouvoir-et-cesar-m-lorenzo-editions-libertaires>.

2. En l'occurrence après la Deuxième Guerre mondiale, comme après la Première, tél. n° 438-439 de l'ambassadeur Henri Bonnet, Washington, 2 février, annonçant le départ de Hoover pour Berlin, États-Unis B 12-6 d, vol. consulté avant classement définitif, archives du ministère des Affaires étrangères (MAE). Contexte, Annie Lacroix-Riz, « “Bonne Allemagne” ou reconstruction prioritaire : Paris et Washington du départ du Général de Gaulle à la Conférence de Moscou janvier 1946-printemps 1947 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 169, janvier 1993, p. 171 (137-177).

3. Christopher Simpson (dir.), *Universities and Empire : money and politics in the social sciences during the Cold War*, New York, New Press, 1998, index Stanford University.

4. « Hoover Institution : Leaning to the right », *The Christian Science Monitor*, 27 mars 1980, <https://www.csmonitor.com/1980/0327/032756.html>.

5. Outre Paul Gary Norman, « The Development of the Hoover Institution on War, Revolution, and Peace Library, 1919-1944 », PhD dissertation U. of California, Berkeley, 1974, l'historien ultra conservateur George H. Nash résume l'histoire officielle d'Herbert Hoover agréée par la Hoover Institution (liste de ses publications : <https://www.hoover.org/profiles/george-h-nash>). Le très consensuel historien David Engerman, *Know your enemy : the rise and fall of America's Soviet experts*, New York, Oxford University Press, 2009, traite souvent de la Hoover Institution, index. Utile bibliographie officielle, [https://en.wikipedia.org/wiki/Hoover\\_Institution](https://en.wikipedia.org/wiki/Hoover_Institution).

« fondations » avaient précédé « l'Agence », avant et pendant la guerre<sup>1</sup>. L'ouvrage de référence de Frances Saunders, spécialiste incontestée de la « Guerre froide culturelle » américaine, fournit à cet égard les renseignements indispensables, mais seulement à partir de la phase CIA<sup>2</sup>. La *Hoover Institution on War, Revolution and Peace* s'est rendue célèbre, entre autres, pour son zèle à empiler les témoignages, oraux et écrits, réhabilitant, dès la Libération, Vichy (Laval et Pétain en tête) ou imputant à l'URSS et à son Goulag toutes les atrocités possibles – y compris le prétendu « génocide » soviétique de 1933 en Ukraine, démenti par tous les scientifiques anglophones. C'est elle qui, officiellement, subventionne depuis le début des années 2000 certains travaux de Nicolas Werth, de tonalité antisoviétique de plus en plus échevelée<sup>3</sup>.

C'est manifestement en raison de l'ardeur de Lorenzo à imputer à Staline et aux « staliniens » tous les malheurs de l'Espagne que la Fondation a acquis, en 1973, le précieux « manuscrit » des « Anarcho-syndicalistes espagnols dans la lutte politique, 1868-1968 », quasi unique travail de Lorenzo : son seul autre ouvrage, aussi violemment « antistalinien », est une biographie de son père, dirigeant majeur de la CNT (Confédération nationale du Travail), *Horacio Prieto. Mon père (1902-1985)*<sup>4</sup>. On peut « physique[ment] » trouver ledit « manuscrit » aux « Hoover Institution Archives »<sup>5</sup>.

1. Voir notamment Katharina Elisabeth Rietzler, « American Foundations and the 'Scientific Study' of International Relations in Europe, 1910-1940 », PhD, University College, 2009.

2. Saunders, *The cultural Cold War : the CIA and the world of art and letters*, New York, The New Press, 2000, réédition, 2013 ; la traduction *Qui mène la danse, la Guerre froide culturelle*, Denoël, 2003, épuisée de longue date, et extrêmement coûteuse au marché noir (300-800 €, <https://www.amazon.fr/m%3%A8ne-danse-Guerre-froide-culturelle/dp/220725416X>) devrait reparaitre chez Delga.

3. Ses liens avec la Hoover figurent sur le site du CNRS, Werth Nicolas (ici arrêté à 2009) : « Nicolas Werth a participé à L'Histoire du Goulag stalinien (*Istoria Stalinskogo Gulaga*) en 7 volumes (6 000 pages) parue en 2004-2005 aux éditions Rosspen à Moscou. Dans ce projet collectif initié par les Archives d'État de la Fédération de Russie et *The Hoover Institution on War, Revolution and Peace*, Nicolas Werth était chargé, avec Serguei Mironenko, directeur des Archives d'État de la Fédération de Russie, de la rédaction du 1<sup>er</sup> volume sur « Les politiques répressives en URSS de la fin des années 1920 au milieu des années 1950 ». L'ensemble de cette monumentale Histoire du Goulag stalinien, préfacée par Robert Conquest et Alexandre Soljenitsyne, a fait l'objet de nombreuses recensions, très positives, tant en Russie, où elle a obtenu plusieurs distinctions scientifiques, qu'aux États-Unis, en Allemagne ou en France. » <http://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=http%3A%2F%2Fwww.ihtp.cnrs.fr%2Fspip.php%253Farticle98.html>. Dernier état des publications, <https://www.ihtp.cnrs.fr/users/nicolas-werth>, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Nicolas\\_Werth?veaction=edit&section=3](https://fr.wikipedia.org/wiki/Nicolas_Werth?veaction=edit&section=3).

4. Saint-Georges-d'Oléron, Éditions Libertaires, 2012, compte rendu de Joël Delhom, *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, 12/2014, <https://journals.openedition.org/ccec/5107>

5. Sous la cote suivante : [https://oac.cdlib.org/findaid/ark:/13030/kt8g50384v/entire\\_text/](https://oac.cdlib.org/findaid/ark:/13030/kt8g50384v/entire_text/).

## LE DIRIGEANT SFIO PIERRE BROSOLETTTE, AVOCAT DE L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE ?

« Vainqueurs, ils seraient entrés dans l'Histoire comme les *Volontaires de 1792*. Vaincus, ils y entrent comme les héros de la *Commune de Paris* et de la *Commune de Vienne*. En eux se perpétue la tradition des ouvriers qui sont tombés sur les barricades de 1871 et de ceux que les balles de la Heimwehr ont couchés sur les marches du *Karl Marx Hof*. Et la ferveur populaire les enveloppera de la même piété...<sup>1</sup> »

Franco peut croire qu'il a triomphé parce qu'il a conquis des ruines et des charniers. Mais la flamme, il ne l'a pas conquise. Il ne l'a pas éteinte. Elle reste vivante au milieu des survivants de l'armée catalane. Et tant pis pour ceux qui croient qu'elle mourra : ils la reconnaîtront lorsqu'elle illuminera le jour de l'inévitable revanche<sup>2</sup>. »

Choisir Pierre Brossolette, leader SFIO, comme symbole de défense des « révolutionnaires » de divers pays, dont l'Espagne, sur la base d'un hommage lyrique non situé ni daté ici mais postérieur à la chute de Barcelone (26 janvier 1939) – paru dans *Le Populaire* du 6 février 1939 – relève de l'exploit intellectuel.

D'une part, en Autriche, le puissant parti social-démocrate autrichien ne fut jamais révolutionnaire et le proclama. Il ne s'illustra par sa vaillance ni avant la chute de l'empire austro-hongrois ni après, contre les forces fascistes regroupées dès l'immédiat après-Première Guerre mondiale dans les groupes militarisés d'extrême droite *Heimwehren*, et tôt ralliées à l'Anschluss et aux nazis allemands. Il ne brilla pas davantage quand Dollfuss prépara la phase définitive de l'Anschluss par une saignée de la classe ouvrière, opérée en février 1934 au canon (arme interdite par le traité de Saint-Germain), épisode ici qualifié de *Commune de Vienne*. Le lecteur pourra se référer au compte rendu impitoyable et précis, jour par jour, de l'écrivain et journaliste soviétique Ilya Ehrenbourg, *La guerre civile en Autriche* : son tableau de la férocité répressive des bouchers « social-chrétiens » et de leurs *Heimwehren*, résolu à « canarder toute cette racaille rouge... »<sup>3</sup>, et de la lâcheté des chefs sociaux-démocrates autrichiens, qui laissèrent tailler en pièces le mouvement ouvrier par une armée toujours pitoyable devant l'ennemi extérieur<sup>3</sup> est entièrement corroboré par

1. A été coupé ce passage évoquant « la grandeur de l'Église » et célébrant les seules révolutions appréciées de la SFIO, les révolutions vaincues, les autres étant très condamnables (doublement gênant ?) : « Que nul ne s'imagine, d'ailleurs, que leur sacrifice sera vain. Les martyrs ont plus fait pour la grandeur de l'Église que les papes. Les défaites ont plus fait que les victoires pour le développement du prolétariat. »

2. Dossier cité, mots en italique en caractère gras dans le texte.

3. « Les généraux de l'ancienne armée austro-hongroise n'avaient jamais été de fameux guerriers ; ils avaient été battus non seulement par les Russes mais encore par les Monténégrins ». Les ouvriers de Vienne avaient contre eux « les vieux généraux caducs, les propriétaires, les riches cultivateurs tyroliens, les Jésuites, les légions de *Heimwehren* racolées parmi les récidivistes, les patriotes qui reçoivent leurs appointements en lires, la racaille bourgeoise du Ring et le nain qui, pour la taille et la soif de sang, rappelle Thiers, et, pour sa dévotion et son sentiment, la famille Mouraviev-le-pendeur. La social-démocratie continuait à céder du terrain.

les archives diplomatiques. L'allant de la social-démocratie autrichienne contre l'« austro-fascisme » allié de fait (ou ouvertement) au nazisme ne grandit pas dans la phase suivante, entre Dollfuss et Schuschnigg, puis au-delà, Anschluss accompli. On en trouvera écho dans l'ouvrage *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, que la Libre Pensée a naguère promu<sup>1</sup>.

D'autre part et surtout, en Espagne, le péan aux glorieux « survivants de l'armée catalane » sonne particulièrement faux de la part d'un notable socialiste qui ne se distingua pas de la direction de son parti. Brossolette soutint avec éclat Léon Blum dans le lâchage *immédiat* de l'Espagne attaquée en juillet 1936 par le putsch de Franco assuré de l'intervention militaire germano-italienne immédiate. Il fut un avocat vibrant de la prétendue « politique de non-intervention » que Blum avait forgée, aux côtés de la Grande-Bretagne, fin juillet 1936, astuce tactique qui permit à la France d'accuser *a posteriori* de toutes les responsabilités « la gouvernante anglaise » – laquelle en fit autant. Il ne s'agissait en réalité que de laisser, *dès juillet 1936*, le Reich agir en toute tranquillité.

Les archives allemandes publiées<sup>2</sup> qui, comme les britanniques et américaines et les fonds originaux français, constituent le fondement du chapitre 7 de l'ouvrage *Le choix de la défaite*<sup>3</sup>, sont catégoriques. Léon Blum lui-même et son ministre des Affaires étrangères radical, Yvon Delbos, chargèrent d'emblée l'ambassadeur à Berlin André François-Poncet, homme lige du Comité des Forges depuis les années 1920, d'assurer Berlin que tout se passerait bien. François-Poncet transmit aussitôt à Berlin que la « politique de non-intervention » officiellement lancée en août 1936 permettrait de créer, à Londres, un « Comité de Non-Intervention » qui aurait l'avantage de n'être *jamais* réuni.

Les sources allemandes sur cette comédie imputent à Paris, Blum en tête, et à Londres, une duplicité totale dans l'invention et la gestion du dispositif. La France et l'Angleterre ne l'ont forgé, certifia à l'*Auswärtiges Amt* depuis le début août l'ambassadeur du Reich à Paris, le comte Johannes von Welczeck, que pour neutraliser leurs gauches respectives, dangereusement influentes sur l'opinion publique : « Les ministres modérés, particulièrement Blum et Delbos,

X dit : « Nous ne suivrons pas la même route que Noske et Loebe, nous saurons mourir héroïquement. »

Y réplique : « Mais nous n'avons pas le droit de jouer sur une seule carte toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Nous devons voir venir. » Telles étaient leurs discussions à leurs réunions du parti, à la rédaction des journaux et dans les cafés », in brochure « La guerre civile en Autriche » (traduction française par Madeleine Étard, pour la *Revue internationale Monde*), sans date et Éditions du Comité mondial contre la guerre et le fascisme, classée in F7, vol. 14717, Autrichiens, agents nazis, Archives nationales (AN), consultable à la BNF, <https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb33876084x>. Le mouvement antifasciste de 1934 dépassait très largement Vienne.

1. Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, Armand Colin, 2010, p. 379-380, et, plus largement, « Préparation de l'Anschluss et contradictions entre italianisme et germanisme (1933-1938) », p. 376-391.

2. *Documents on German Foreign Policy (DGFP)*, vol. III, *Germany and the Spanish Civil War, 1936-1939*, USGO, Washington, 1950.

3. « Le test de la guerre d'Espagne, été 1936-mars 1939 », *Le choix de la défaite*, Armand Colin, 2010, p. 328-377.

*câbla Welzeck le 21 août*, croient qu'ils ne pourront l'emporter contre les interventionnistes imbibés d'idéologie Front populaire que s'ils peuvent trouver à très bref délai un soutien dans une obligation internationale relative à l'embargo sur les armes. S[il...] ne se matérialise pas ces jours-ci, Blum et Delbos craignent de ne plus pouvoir résister à la pression intérieure grandissante et de devoir donner un appui illimité au gouvernement espagnol. Les livraisons et la marée des volontaires du front rouge prendraient alors des proportions dont les conséquences de politique étrangère seraient incalculables<sup>1</sup>. Les assurances prodiguées sans répit pendant un mois convainquirent Berlin de se prêter à la supercherie, évolution amorcée fin août, par une déclaration solennelle allemande que Brossolette ne mit pas plus en question que le reste de la SFIO<sup>2</sup>.

Aucun dirigeant de la SFIO n'ignora, dès le début, la réalité de cet abandon formel de l'Espagne, décidé sur exigence des milieux financiers français qui haïssaient la République depuis l'agitation sociale de 1933, d'emblée pro-franquistes. Brossolette, très durable « pacifiste », fort actif dans la croisade contre les communistes « bellicistes », n'y fit pas exception. Chargé d'émissions radiophoniques, il fit partie d'emblée des soutiens ouverts de cette politique d'abandon, dite « de neutralité ». Il faut *absolument* écouter l'enregistrement INA de son émission radiophonique exaltant « l'initiative de paix française [d'août 1936] appuyée par l'Angleterre », et le prétendu « embargo des armes » annoncé par Berlin, fin août : « c'est à la fois un résultat immense et une grande victoire pour notre pays », osa-t-il clamer<sup>3</sup>. La réalité des faits établit donc l'entière hypocrisie du vibrant hommage rendu le 6 février 1939 par Brossolette aux républicains espagnols écrasés.

#### LA GUERRE D'ESPAGNE NE FUT À AUCUNE ÉTAPE UNE RÉVOLUTION, MAIS UNE GUERRE *STRICTO SENSU*

Sur la nature même de la guerre d'Espagne, le « dossier » de *La Raison* soutient une thèse à laquelle l'anticommunisme actuellement *obligatoire*, y compris sur le plan académique, a donné une immense popularité. Elle n'en est pas moins erronée.

1. Welzeck, tél. 482, Paris, 21 août 1936, *DGFP*, D, III, p. 49.

2. De ce festival d'assurances, entièrement confirmées à l'époque même de Blum, nombreux exemples documentés, *Le choix de la défaite*, « Le mythe des "déchirements" pro-républicains de Blum », p. 355-361.

3. <https://www.ina.fr/audio/PHL02000543>, <https://www.pierrebrossolette.com/photos-videos-et-audios/lembargo-de-lallemagne-vers-lespagne-25-aout-1936/>

## « La technique d'une guerre civile extérieure » (Camille Chautemps)

La guerre d'Espagne ne fut pas une « guerre civile », mais une agression militaire dirigée par l'Allemagne et l'Italie, laquelle demeura en échec militaire de l'été 1936 à la défaite de la République. Cette agression fut en apparence lancée contre les « rouges » et « le communisme » (alors particulièrement faible en Espagne) pour soutenir les putschistes appelés par les classes dirigeantes espagnoles, et elle fut sans trêve publiquement exaltée comme telle à Berlin.

Elle avait en réalité un double objectif allemand – dépourvu de toute dimension idéologique : piller les abondantes matières premières espagnoles – intérêts que les investisseurs de poids, français et anglais, en plein « Apaisement », lui cédèrent aimablement ici comme ailleurs (en Europe orientale) – et se ménager via le détroit de Gibraltar l'accès aux très riches empires coloniaux français et anglais. L'Italie fasciste caressait des ambitions semblables mais, si coupable qu'elle fût dans l'assaut contre l'Espagne et les souffrances causées aux Espagnols, elle ne joua que les figurantes. Au milieu d'un flot de propos exaltant l'héroïque CNT impatiente de « régler leurs comptes aux staliniens », Christian Eyschen note d'ailleurs avec bon sens qu'« il fallait d'abord gagner la guerre ». Je m'étonne que son « dossier » balaie d'emblée cette brève remarque de bon sens.

L'Espagne affronta en effet de juillet 1936 à mars 1939 une *guerre étrangère stricto sensu*. Elle fut clairement définie fin novembre 1937 par le successeur de Blum, le radical pro-hitlérien à peine dissimulé Camille Chautemps, alors qu'il s'appretait, à Londres, à infliger à l'alliée tchécoslovaque assaillie par le Reich, et toujours sous la seule pression présumée de « la gouvernante anglaise », le même sort qu'à la République espagnole présumée amie : « Il existe des précédents : la guerre civile d'Espagne montre ce que peut être, si l'on peut dire, la technique d'une guerre civile extérieure<sup>1</sup>. » L'Espagne fut en sus alors privée par ses partenaires commerciaux habituels, la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, etc., non seulement d'armes, mais aussi de la simple possibilité d'importer les biens indispensables (jusqu'aux produits pharmaceutiques) et d'exporter ses habituelles marchandises civiles (jusqu'à ses oranges valenciennes). Il est indispensable, pour compléter l'information sur le cas français, de lire l'ouvrage, malheureusement non traduit depuis 1985, de Douglas Little sur la mortelle « neutralité malveillante » des « démocraties » britannique et américaine, contre une République dont les dirigeants prétendus « rouges » ne portèrent jamais la moindre atteinte aux très importants capitaux étrangers investis là-bas<sup>2</sup>.

L'Espagne fut donc crucifiée, autant que par les armes allemandes et italiennes, par cet embargo franco-anglo-américain immédiat de fait, et par le

1. Entretiens franco-anglais de Londres, 29-30 novembre 1937, Europe Grande-Bretagne 1918-1940, vol. 287-287 bis, MAE, cités in *Le choix de la défaite*, p. 363, 421-422.

2. Douglas Little, *Malevolent Neutrality : The United States, Great Britain and the origins of the Spanish Civil War*, Ithaca, Cornell University Press, 1985.



maintien en France, sur l'exigence expresse de la Banque de France, soutien initial du putsch franquiste, des fortes réserves d'or qu'elle lui avait confiées. La jeune République les avait confiées à ses « amis » français peu après avril 1931, qui les avaient entreposées dans les caves dites « serres de la succursale de la Banque de France à Mont-de-Marsan ». Attaquée par le Reich et l'Italie, et privée par ses mêmes « amis » de sa liberté d'achats, non seulement en France, mais aussi dans les pays qui eussent volontiers accepté ses paiements en or, elle en réclamait le rapatriement depuis l'été 1936.

Cette demande ne fut jamais honorée, de Blum à Daladier en passant par Chautemps. Le dépôt, plus de 40 tonnes d'or, fut en revanche entièrement remis à Franco, en juillet 1939, par le tandem Daladier-Georges Bonnet, à la pièce métallique près : cette disposition avait même été la première condition posée par Franco à la signature des accords Bérard-Jordana de février 1939. L'or était en effet exigé par le Reich vainqueur qui, toutes affaires cessantes, se fit régler dans les meilleurs délais par son obligé espagnol son efficace mais très coûteuse intervention militaire. En toute connaissance de cause des Français, les archives de la Banque de France l'attestent, mais en juillet seulement, parce que, révéla devant le comité permanent de la Banque de France l'industriel Krug, Franco n'était pas si pressé de satisfaire les « réclamations de la part de l'Allemagne et de l'Italie » pour paiement de leurs fournitures<sup>1</sup>.

Au mythe de la « révolution » espagnole, très prisé dans « l'extrême gauche » anticommuniste, je conseille, une fois de plus, d'opposer un matériau délibérément négligé, les archives allemandes publiées susmentionnées, et les archives originales diplomatiques, militaires et policières françaises. De cet ensemble examiné au chapitre 7 du *Choix de la défaite*, il convient d'isoler l'extraordinaire rapport du général von Reichenau, spécialiste des blindés et futur chef de la guerre à l'Est : « Pourquoi nous avons aidé Franco ». Rédigé peu après l'Anschluss de l'Autriche de mars 1938, il pulvérise, comme toute la correspondance originale, les fariboles sur « la révolution », la croisade germano-italienne contre les « Rouges » et la trahison des « staliniens ». Or, le « dossier » sur l'Espagne ici examiné ne traite que de la « trahison » soviéto-communiste de la « révolution espagnole », c'est-à-dire un mythe qui, depuis des décennies, occupe *seul* en France et dans toute la sphère d'influence « occidentale » le terrain d'analyse de la guerre d'Espagne.

Ce nouveau et énième « dossier » antistalinien est quasi muet sur les effets de « la “Non-intervention” » – qui ne fut jamais une non-intervention mais un étranglement soigneusement calculé de la République, depuis l'été 1936. Christian Eyschen fustige en revanche une cause essentielle de la défaite militaire républicaine, « les livraisons au compte-gouttes de l'URSS au prix fort ». Les archives allemandes en général et le rapport Reichenau en particulier démentent *catégoriquement* cette réserve soviétique : ils ne laissent aucun doute sur le fait que « la guerre d'Espagne » fut une guerre d'agression militaire alle-

1. PV du comité permanent de la Banque de France, 1936-1940, 20 et 27 juillet 1939, p. 200, archives BF. Détail, effarant, *Le choix de la défaite*, « La Banque de France et l'or espagnol », p. 342-354.

mande, à laquelle résista vaillamment pendant deux ans et demi une République assistée par les seuls Soviétiques (et les Brigades internationales, qui n'ont pas été ici prises en tant que telles sous les feux).

*« Les livraisons au compte-gouttes de l'URSS au prix fort »  
ou une aide décisive ?*

L'aide soviétique, écrivait Reichenau, n'avait cessé d'être décisive, posant de sérieux problèmes depuis l'automne 1936 à la Wehrmacht, du point de vue des chars légers et des avions, pour lesquels l'Allemagne était, au début, très inférieure à l'URSS. « Jusqu'en 1936, l'aviation était jusqu'à un certain point le talon d'Achille de notre défense nationale et [...] d'un sursaut nous nous sommes trouvés, en 1937, à la tête de toutes les aviations [...]. La supériorité de nos avions est reconnue, aujourd'hui, même par des experts qui, comme le général Armengaud [...], estimaient [...] les avions russes [...] supérieurs aux nôtres [...]. Les expériences pratiques des aviateurs que nous avons envoyés en Espagne [...] nous ont permis de développer d'un seul coup la préparation de nos pilotes. » Nous produisons désormais des « avions capables de descendre en vrille [à...] 600 kms heure. Nos pilotes entraînés en Espagne sont les meilleurs et les plus habiles [ ce qui...] nous donne un avantage énorme sur notre ennemi de demain. Nous pouvons [d'autant mieux le] dire, aujourd'hui, [...] que nous avons toujours reconnu, franchement, les excellentes qualités, indiscutables, des aviateurs français. Mais il leur manque l'expérience pratique du combat. Nos équipages spéciaux d'aviateurs de combat en piqué [...] assurent à notre armée de l'Air, qui achève de renaître, une valeur militaire très spéciale. »

C'est l'incroyable cadeau militaire des Franco-Anglais, accordant toute liberté militaire aux Allemands pour s'entraîner en temps réel, qui leur avait permis de remédier, entre autres, aux défauts de « leurs avions de chasse et tanks légers », qu'il leur fallait, avait confié en avril 1937 l'ambassadeur de Belgique à Paris aux diplomates américains, « un ou deux ans pour corriger »<sup>1</sup>. Car Paris et Londres avaient permis au Reich de s'entraîner en temps réel, ce qu'il n'avait évidemment pu réaliser « pendant la préparation de la guerre 1914-1918 », expliquait Reichenau. Ayant surmonté ainsi ses carences militaires initiales et amélioré considérablement tous ses types d'armement, l'Allemagne pouvait envisager d'écraser ses bienveillants adversaires dans la guerre générale à venir, et de leur arracher, après leur défaite, leurs énormes empires respectifs : « Deux années d'expérience de la guerre ont été plus utiles au développement de notre défense nationale (qui n'était pas encore au point), à la valeur combative de notre armée et aussi à la puissance militaire du peuple allemand qu'auraient pu l'être dix ans d'instruction en temps de paix. [...]

1. Tél. Wilson, Paris, 7 avril 1937, *Foreign Relations of the United States (FRUS) 1937*, vol. 1, p. 69.

Nous nous sommes établis sur les lignes stratégiques vitales de la France et de l'Angleterre. C'est là que réside la signification suprême de notre intervention en Espagne. [...] Grâce à nos positions en Espagne, nous sommes dans une situation favorable dans l'un des points vitaux de [la Méditerranée,] cette région stratégique [...]. L'Espagne et l'Axe Rome-Berlin nous ont donné la possibilité de participer à cette lutte historique. [...] C'est dans ce but que nous avons aidé le général Franco à installer des batteries à longue portée près d'Algesiras et sur la côte africaine près de Ceuta, en face de Gibraltar. Ces batteries pourront rendre de grands services quand il s'agira de couper la ligne vitale franco-anglaise. » La défaite de 1918 dans « la guerre mondiale » était surmontée. « Grâce aux événements d'Espagne et à notre situation dans ce pays et en Méditerranée, nous avons lézardé le système de Versailles en Europe. Nous l'avons miné avec de la dynamite. [...] Le centre d'équilibre s'est déplacé vers nous ; de Londres et de Paris, il est venu se fixer à Berlin. Dans les milieux politiques de l'Europe occidentale, on s'est déjà rendu compte de cela et leur état d'âme se résume dans la phrase résignée écrite récemment dans *Le Temps* : « Le cœur de l'Europe ne bat plus à Paris, mais à Berlin »<sup>1</sup>. »

Une étude française de novembre 1938 sur « Les Allemands en Espagne », dont on peut mesurer l'importance par ses destinataires – le Président du Conseil [Daladier], le Deuxième Bureau de la Guerre et le ministre des Affaires étrangères [Georges Bonnet] –, est aussi affirmative sur cette guerre essentiellement allemande et sur la qualité des matériels soviétiques, en particulier les chars : « Unités de chars. Peu nombreuses composées de sections de chars de 6 tonnes, blindage faible. Armés de 1 ou 2 mitrailleuses. Ont donné beaucoup de déboires [aux Allemands], en particulier les 7.28 et les T.30 russes armés d'un canon de 47. Les chars constituaient le fond des Panzer Divisionen. Depuis, le matériel de celles-ci a été renouvelé. Les techniciens allemands se contentent dans une usine de Bilbao de porter certaines modifications aux chars russes<sup>2</sup>. Le matériel russe était donc dispensé à la République en si faible quantité que, dans les régions conquises par Franco, les Allemands en firent un fructueux usage dès sa saisie ?

Christian Eyschen tranche formellement sur l'impossibilité de principe de « construire une armée “républicaine” de même type que l'armée franquiste » : outre que ce jugement postule l'impossibilité d'une victoire militaire de la Révolution bourgeoise française contre les armées européennes aristocratiques coalisées, il est incompatible avec la remarque qu'« il fallait d'abord gagner la guerre ». Le chef militaire nazi Reichenau, pour sa part, n'avait même pas omis de rendre hommage à l'armée républicaine servie par d'excellents instructeurs (soviétiques) : « les troupes rouges improvisées ont su, à ce point de vue, faire

1. Rapport Reichenau, traduction française, jointe à la lettre 49063 du commissaire de police mobile en mission, Bayonne, 10 octobre 1939, dossier « Aide allemande à Franco, 1939 », F7, vol. 14722, rôle de l'Allemagne dans la guerre d'Espagne, Archives nationales (AN).

2. Note transmise par le directeur général de la police du territoire et des étrangers (unité de la direction de la Sûreté générale créée en 1937) « Les Allemands en Espagne. Situation depuis le 31 juillet 1938 », Paris, 17 novembre 1938, F7, vol. 14722, AN.

des choses étonnantes ; un adversaire bien entraîné pourrait ainsi nous créer d'énormes difficultés ». Il était indispensable d'en tenir compte pour parvenir à « faire de l'automobile l'instrument essentiel de la guerre moderne<sup>1</sup> ». Le Deuxième Bureau, très bien informé, ne partageait pas davantage l'avis de Christian Eyschen : en 1937-1938, sa correspondance informative (car il ne renonçait pas à sa mission théorique) décrivait à l'inverse une armée nationale de valeur, solidement étayée par des spécialistes et des matériels soviétiques.

L'État-major factieux français, qui avait adoré Franco d'emblée, ne voulait cependant jamais entendre parler des renseignements militaires sérieux qui, notons-le, incitaient la France à s'occuper aussi de cette frontière-là, désormais menacée. Il enterra donc immédiatement le rapport du général d'aviation Armengaud revenu « de Valence » en 1937 avec « une excellente impression tant de l'armée de terre que de l'armée de l'air » : « les avions de chasse des républicains », de fabrication soviétique, écrivait Armengaud, « surclassent nettement ceux de Franco » (c'est-à-dire les avions allemands)<sup>2</sup>, comme, on l'a vu plus haut, les « tanks légers », meilleurs, au début, que les allemands. Daladier reconnut la validité de ce type d'information, que confirmerait la Deuxième Guerre mondiale, et de cette étude en vantant, à Londres, le 25 septembre 1938, la bonne tenue des 800 avions que l'Armée rouge avait soustraits à sa flotte de 5 000 appareils pour les mettre au service de l'Espagne : « Ils s'étaient avérés efficaces en mettant hors service (*out of commission*) les avions italiens et allemands<sup>3</sup>. »

L'État-major, auquel le radical Daladier, ministre de la Guerre (depuis 1933), ne s'opposait jamais, balaya aussi systématiquement les rapports érigeant les « gouvernementaux » en soldats de l'an II, telle cette note de « 1938-1939 [...] sur l'armée républicaine de Catalogne », qui appréciait ainsi « les chefs. Ce sont des jeunes, ardents, énergiques, inexpérimentés, véritables aventuriers ayant une âme de guérilleros, qui savent se faire obéir et sont assoiffés de gloire. La troupe constitue une masse vigoureuse, en haillons, mal nourrie, ardente à la tâche et soucieuse de s'instruire. En résumé : après la déroute d'Aragon, en mars et avril [1938], l'armée de Catalogne a été reprise en main et réorganisée. Elle a réalisé sur le terrain un système fortifié qui paraît solide, bien conçu et adapté au terrain. Vigoureusement dirigée, elle donne une impression d'ordre, paraît ardente et capable d'une certaine résistance »<sup>4</sup>. « D'après des officiers portugais ayant servi

1. Rapport Reichenau, traduction française, jointe à la lettre 49063 du commissaire de police mobile en mission, Bayonne, 10 octobre 1939, dossier « Aide allemande à Franco, 1939 », F7, vol. 14722, AN.

2. Note manuscrite de R. Jeanef en marge d'un compte rendu de renseignements de la SR (CRSR), 14 décembre 1937, etc., 7 N, vol 2522, EMA Deuxième Bureau, section des armées étrangères, relations et crises internationales 1937-1938, Service historique de l'armée de terre de Vincennes (SHAT).

3. PV de la réunion franco-anglaise du 25 septembre 1938, *Documents on British Foreign Policy (1919-1939)*, series 3, vol. 2, document 1093, p. 520-535, cité par Finkel Alvin and Leibovitz Clement, *The Chamberlain-Hitler Collusion*, Rendlesham, Merlin Press, 1997, ici p. 161 (158-162).

4. Note EMA-DB « sur l'armée républicaine de Catalogne », date manuscrite, 7 N, 2758, attachés militaires en Espagne, armée et guerre civile, 1937-1939, SHAT.

dans l'armée nationaliste, les gouvernementaux offrirait une énorme résistance aux attaques nationalistes, et la guerre ne pourrait se terminer que par un conflit général ou un compromis », communiqua le Deuxième Bureau début septembre 1938<sup>1</sup>.

#### DES MÉFAITS PRÉSUMÉS DES STALINIENS À LA « CINQUIÈME COLONNE » DE MADRID<sup>2</sup>

Élément essentiel du dossier de la faillite, Staline et l'URSS auraient ravagé le camp « rouge ». L'héroïque « POUM » [Parti ouvrier d'unification marxiste] exclusivement catalan « n'avait pas les moyens de peser dans la situation » et « il fallait rajouter la féroce répression des tueurs du NKVD (GUEPOU [*sic*]) qui enlevèrent et assassinèrent Andrés Nin ».

#### *Les violences de l'interdit, l'exemple de Jean-Jacques Marie*

Véritable serpent de mer et question litigieuse entre toutes, comme l'a montré un texte de Jean-Jacques Marie, rédigé en 2018 contre un article du *Drapeau rouge* de l'automne 2017 dans lequel je citais, sur la guerre meurtrière menée de 1918 à 1920 sans déclaration de guerre par « l'Occident », Japon inclus, contre la jeune Russie soviétique, et sur ses pertes humaines et matérielles considérables<sup>3</sup>, l'ouvrage de 1946, très admiré alors, des intellectuels progressistes américains, futures « victimes du maccarthysme », tous deux mis sur liste noire et privés de leur passeport, Michael Sayers<sup>4</sup> et Albert Kahn<sup>5</sup> :

1. CRSR, 8 septembre 1938, 7 N 2523, EMA DB, section des armées étrangères, 1938, SHAT.

2. « Le général Varela a déclaré que l'armée fasciste attaque Madrid avec cinq colonnes : par la route de l'Estrémadure, par celle de Tolède, par Avila (Guadarrama) et par Sigüenza (Guadalajara) ; la "cinquième colonne" est formée des forces [franquistes] clandestines à l'intérieur de la capitale elle-même. Il invite les correspondants étrangers à participer à l'entrée triomphale dans Madrid vaincue. » Mijaïl Koltsov (correspondant de *La Pravda*), *Diario de la guerra de España*, Premier livre, Entrée du 1<sup>er</sup> novembre 1936, Paris, Éditions Ruedo ibérico, 1963, traduit par moi. Expression depuis lors passée à la postérité.

3. Lacroix-Riz, « La Révolution d'Octobre, normale ou monstrueuse ? », *Le Drapeau rouge*, n° 64, septembre-octobre 2017, p. 10-11.

4. Gordon Bowker, « Michael Sayers : Writer whose career never recovered from being blacklisted in the United States », *The Independent*, 22 octobre 2011, en ligne, et Peter Murray, « Big causes and small nations : Michael Sayers, writing, fascism, communism and Jewish-Irishness », *Irish Studies Review*, vol. 26, n° 4, p. 531-548.

5. Eleanor Blau, « Albert E. Kahn, a writer critical of government in McCarthy era », *The New York Times*, 19 septembre 1979, et bibliographie, [https://en.wikipedia.org/wiki/Albert\\_E.\\_Kahn](https://en.wikipedia.org/wiki/Albert_E._Kahn).

*The Great Conspiracy : The Secret War Against Soviet Russia*<sup>1</sup>, traduit dès 1947 : *La grande conspiration contre la Russie*.

Devenu une cible privilégiée de la littérature « antistalinienne » en très grand essor au XXI<sup>e</sup> siècle, ce livre, qu'il convient de relire attentivement à la lumière des sources désormais disponibles, est frappé d'interdit de fait : surtout pour avoir relevé, à l'aide d'exemples, que le trotskisme, en guerre contre Staline et l'URSS, avait, son chef en tête, noué alliance avec les grands États capitalistes, « démocratiques » ou fascistes (Franco et ses amis allemands et italiens compris). Je n'avais pas évoqué la question trotskiste, mais la seule référence taboue à Sayers et Kahn déclencha une bordée d'injures qu'annonçait le titre de la réplique : « Historienne ou fouilleuse de poubelle ? »<sup>2</sup> Après avoir chipoté sur le nombre de millions de morts causés par l'« intervention » occidentale en Russie (pas plus de 4,5 au lieu du « chiffre [...] très discutable » de 7 millions d'« hommes, femmes et enfants »), M. Marie jugeait intolérable que fussent invoqués à ce sujet Sayers et Kahn, impardonnables d'avoir écrit : « En Espagne, les trotskistes pénétrèrent dans les rangs du POUM, l'organisation de la Cinquième colonne qui apportait son aide au soulèvement de Franco », phrase suivie de la suivante, non citée : « Le chef du POUM était Andréas Nin, un vieil ami et allié de Trotski »<sup>3</sup>.

M. Marie avait omis aussi, à propos du groupement « révolutionnaire » révééré, ce passage :

« À l'époque où Franco, avec l'appui des puissances de l'Axe, poursuivait son soulèvement en Espagne, dans les années 1936 à 1938, Andréas Nin dirigeait une organisation espagnole ultra-gauchiste et pro-trotskiste appelée le Parti ouvrier d'unification marxiste, ou POUM. Officiellement, le POUM n'était pas affilié à la 4<sup>e</sup> Internationale de Trotski. Toutefois, les trotskistes avaient pénétré dans ses rangs, et sur les questions principales, telles que son attitude à l'égard de l'URSS et du Front populaire, le POUM se conformait strictement à la politique de Trotski. Lorsqu'éclata la rébellion franquiste, Nin, ami de Trotski, était ministre de la Justice de Catalogne.

Tandis que, du bout des lèvres, il servait la cause antifasciste, le POUM de Nin menait une campagne de propagande et d'agitation contre le gouvernement républicain espagnol. Au, début, on put croire que l'action oppositionnelle de Nin avait un caractère

1. Little, Boni & Gaer, New York, 1946.

2. « Une “historienne” française, dont je n'imprime pas le nom pour éviter d'avoir à me laver les mains », « “historienne” de pacotille, incapable et pour cause de citer une source en russe » [certes, je ne saisis l'URSS que via les sources occidentales] ; Sayers et Kahn, « historiens du dimanche (et même du dimanche soir), qualifiés par elle de “futurs victimes du maccarthysme”, ce qui ne suffit vraiment pas à transformer un mauvais poète et un piètre journaliste [en] historiens » ; *last, but not least*, « seuls des nostalgiques forcenés du Guépéou-NKVD et du goulag peuvent présenter les auteurs de ces infamies provocatrices, que des centaines de trotskystes dans le monde ont payées de leur vie, comme des historiens de profession travaillant (plus ou moins bien certes) sur des documents. Une “historienne” qui cite (par deux fois !) les auteurs de telles ordures comme une caution n'est qu'un sinistre bouffon », Jean-Jacques Marie, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 77, janvier 2018.

3. *La grande conspiration contre la Russie*, Paris, éditions Hier et Aujourd'hui, 1947, p. 364.

purement “politique”, puisque les membres du POUM donnaient des explications “révolutionnaires” à leur opposition au gouvernement espagnol. Mais lorsque le POUM tenta une insurrection, qui échoua, à Barcelone, à l’arrière des lignes républicaines, au cours de l’été crucial de 1937, en faisant appel “à une action résolue pour renverser le gouvernement”, on découvrit que Nin et les autres dirigeants du POUM étaient des agents fascistes travaillant avec Franco, et qu’ils avaient poursuivi une campagne systématique de sabotage, d’espionnage et de terrorisme contre le gouvernement espagnol.

Le 23 octobre 1937, le chef de la police de Barcelone, le lieutenant-colonel Burillo, rendit publics les détails de la conspiration du POUM, qui avait été découverte en Catalogne. Les documents secrets saisis par la police de Barcelone établissaient que les membres du POUM avaient organisé un espionnage intensif au profit des fascistes ; qu’ils avaient saboté le transport du matériel de guerre de l’armée républicaine ainsi que les opérations militaires sur le front. “Des attentats contre la vie de hautes personnalités de l’armée populaire étaient même envisagés, déclara le lieutenant-colonel Burillo dans son rapport, y compris l’organisation d’un attentat contre la vie d’un ministre de la République<sup>1</sup>”.

Burillo qui, à ma connaissance, n’appartenait pas au NKVD, fut fusillé par les franquistes vainqueurs en 1939<sup>2</sup>.

Je ne suis pas spécialiste d’histoire intérieure espagnole, mais les archives diplomatiques, militaires et policières occidentales, que je connais, documentent de façon convergente les liens établis dans les années 1920, et plus encore après l’exil de Trotski en 1929, entre les leaders trotskistes et les services occidentaux, tant dans les « démocraties » que dans les dictatures, l’allemande au premier chef<sup>3</sup>. J’ai d’ailleurs transmis un grand nombre des documents dépouillés, d’origine diplomatique, militaire et policière, concernant ces contacts, d’abord, en octobre 2004 à Pedro Carrasquedo, militant trotskiste et salarié aux Archives nationales, qui, à titre d’« arbitre », devait les examiner « dans les trois semaines » mais n’en a plus jamais parlé depuis lors (il est décédé en 2015), puis en 2008 à Jean-Jacques Marie (à la suite d’un article « antistalinien » spectaculaire mais erroné paru dans *L’Express*), qui n’en a accusé réception et ne les a jamais commentés non plus.

### *À la recherche de « l’ordre écrit » de Staline*

C. Eyschen stigmatise les féroces « tueurs du NKVD (GUEPOU [*sic*] contre Nin ». Il se fie donc à la thèse inoxydable relancée depuis 2004-2006

1. *Ibid.*, p. 327.

2. Interné au camp de concentration d’Albatera (<https://sanisidro.es/turismo/paravisitar/campo-de-concentracion-de-albatera/>), Burillo fut condamné à mort et exécuté. Sa fiche espagnole ne dit rien son rapport sur les plans d’attentat du POUM, mais est prolix sur les méfaits des communistes, comme sa bibliographie en langues anglaise et espagnole (aucune référence française), [https://es.wikipedia.org/wiki/Ricardo\\_Burillo](https://es.wikipedia.org/wiki/Ricardo_Burillo).

3. Écho archivistique de ces sources, *Le choix de la défaite*, p. 360, et, à propos des liens entre les dirigeants trotskistes et Toukhatchevski, p. 395-399, 402.

autour du témoignage unique d'un espion soviétique transfuge aux États-Unis depuis 1938, né Leiba Feldbin, dit Alexandre Orlov (1895-1973)<sup>1</sup>, auteur en 1953, sur commande américaine, d'un ouvrage horrifiant – « l'histoire secrète des crimes de Staline » –, promu via ses quatre articles publiés dans *Life*, fleuron de l'empire d'Henry Luce<sup>2</sup> : Staline aurait lui-même donné « l'ordre écrit » d'assassiner Nin qui, arrêté le 16 juin 1937, aurait été exécuté le 23. De l'énorme flot déversé sans répit depuis quelques décennies sur cette « opération Nikolai » et reposant sur un rapport Orlov du 24 juillet 1937, on aura une idée en lisant, parmi les ouvrages les plus récents :

1° Stanley G. Payne, historien américain à la carrière très espagnole, y compris par ses articles dans la grande presse (*ABC* et *El Mundo*), et à l'évolution académique de plus en plus ouvertement « révisionniste » au sens pro-franquiste du terme, combinée au ralliement à l'extrême droite<sup>3</sup> : Payne évoque dans un ouvrage de 2004 sur « la guerre civile espagnole » ledit rapport, « qui décrivait le crime de façon *mystérieuse* »<sup>4</sup>, appréciation lapidaire ;

2° Boris Volodarsky, autre ancien espion soviétique, accueilli, lui, à Londres, dans un ouvrage de 2015, qui consacre un chapitre entier à l'affaire : « The POUM Affair : Operation Nikolai »<sup>5</sup>. Il ressort des dix pages concernées que le fameux document Orlov, « coté AVRR, File N° 7862 assistant (nom de code Nin du NKVD), vol. 1, p. 234, 240 », et emprunté à un ouvrage russo-américain antérieur de plus de vingt ans, de John Costello et Oleg Tsarev – autre officier transfuge du KGB, également recueilli à Londres – se borne à mentionner la saisie par la DGS (Direction générale de la Sécurité espagnole) de « documents “indiquant que la direction du POUM, à savoir Andrés Nin, était impliquée pour espionnage”<sup>6</sup> ». Cette citation de 1993 reproduite en 2015 n'apporte aucune précision sur le présumé « ordre écrit » d'assassinat de Nin de Staline et confirme le texte de 1946 de Sayers et Kahn.

Tout absorbé par le recensement des innombrables crimes de Staline, l'ancien agent du KGB Volodarsky, pour avérer celui commis contre Nin, mentionne aussitôt, selon la norme, un autre forfait, l'exécution du maréchal

1. Bibliographie de et sur Orlov, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre\\_Orlov](https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_Orlov) et surtout [https://en.wikipedia.org/wiki/Alexander\\_Orlov\\_\(Soviet\\_defector\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Alexander_Orlov_(Soviet_defector)).

2. *The secret history of Stalin's crimes*, New York, Random House, 1953 ; « Ghastly Secrets of Stalin's Power », *Life*, 6 avril ; « Inside story of how trials were rigged », 13 avril ; « Treachery to his friends, cruelty to their children », 20 avril ; « The Man Himself », 27 avril 1953.

3. Sur son passage du « centre gauche [...] modéré » à « l'histoire de propagande du franquisme » depuis les années 2000, bibliographie du paragraphe « Orientación política » in [https://es.wikipedia.org/wiki/Stanley\\_G.\\_Payne](https://es.wikipedia.org/wiki/Stanley_G._Payne).

4. *The Spanish Civil War, the Soviet Union, and Communism*, New Haven et Londres, Yale University Press, p. 227-228 (et note 35) du chapitre 10, « The Negrín Government 1937-1938 », souligné dans le texte, traduit par moi.

5. *Stalin's agent. The life and death of Alexander Orlov*, Oxford Oxford University Press, 2015, chapitre 18, p. 281-291, traduit par moi.

6. Costello et Tsarev, *Deadly illusions, The KGB Orlov Dossier*, Londres, 1993, cité par Volodarsky, *Stalin's agent.*, p. 286 et note 27, p. 634, traduit par moi.



Toukhatchevski, autre produit de la « paranoïa » du dictateur<sup>1</sup>. Le consensus international sur « l'affaire Toukhatchevski » est pourtant dépourvu de tout fondement scientifique : les sources militaires et diplomatiques *internationales* unanimes de 1936-1937 avèrent la trahison nationale, au sens juridique du terme, d'une fraction du haut commandement de l'Armée rouge de l'Ouest, perpétrée en compagnie de l'état-major de la Wehrmacht<sup>2</sup>.

*Nin, agent de la « Cinquième Colonne » des archives*

Le chœur unanime des soviétologues « occidentaux » pose des problèmes scientifiques au moins aussi graves concernant Nin lui-même. J'ignore pour ma part (et, après examen, il faut bien l'avouer, comme tout le monde) dans quelles circonstances exactes Andréas (ou André ou Andrés ou Andreu) Nin fut exécuté. En revanche, deux documents originaux français des années 1930, respectivement militaire et policier, ne laissent aucun doute sur le fait qu'Andréas était employé comme agent *stricto sensu* par la police espagnole bien avant l'établissement de la République (avril 1931), *a fortiori* avant le succès électoral du Front populaire :

1° Selon la note du 6 novembre 1930 transmise au Quai d'Orsay par le Deuxième Bureau, cet ancien communiste pro-trotskiste venait de revenir de Moscou après cinq ou six ans de séjour en URSS.

Il avait alors fait, conformément à la règle des agents revenant de mission, rapport de son séjour à la police espagnole, déclarant que la Russie serait « avant longtemps dans le même état chaotique que la Chine », mais que la restauration de l'ancien régime y était inenvisageable : « la famine est réelle dans les campagnes, mais les ouvriers souffriraient moins de la disette. Devant la gravité de la situation intérieure, il ne paraît pas probable que la Russie puisse penser à une aventure guerrière. Au sujet d'une collusion possible entre l'Allemagne et la Russie<sup>3</sup>, Nin répond très catégoriquement qu'il ne saurait être question pour la Russie de prendre part à une guerre européenne, étant donné l'état actuel de décomposition du pays.

Nin est rentré en Espagne sans difficulté, bien qu'il ait été recherché autrefois par la police espagnole » – pour parler clair, celle-ci l'avait désormais intégré, d'où les conditions de son retour et son compte rendu à la police, qui l'avait soit délégué soit maintenu à Moscou. « Il va s'installer à Barcelone pour s'occuper de traductions en espagnol et en catalan de littérature russe [.. II] se refuse [...] pour le moment [...] à participer aux événements politiques actuels

1. Volodarsky, *Stalin's agent* p. 288, et index Toukhatchevski.

2. *Le choix de la défaite*, p. 395-401, et index Toukhatchevski.

3. Sur la marotte des services de renseignements d'une alliance militaire germano-soviétique clandestine de 1922 (Rapallo) à 1932, *Le choix de la défaite*, chapitre 2.

en Espagne »<sup>1</sup>. Allusion aux luttes qui allaient déboucher quelques mois plus tard sur la fondation de la République (avril 1931).

2° Le second document, d'origine policière, postérieur à l'exécution de Nin, est formel sur son exploitation constante par les franquistes, notamment sur sa manipulation par l'un d'entre eux, Xifre Biera. Biera était un organisateur de premier plan, avec le support militaire allemand et italien, de la stratégie de la tension contre l'Espagne républicaine et la France dans les années 1936-1939. Cette note des RG de la Sécurité nationale du 4 novembre 1938, classée dans un dossier de « notes relatives à des agents du général Franco en résidence en France, 1938, avril-octobre 1939 », et comportant des listes nominatives précises, rend compte des activités de sabotage dirigées contre des installations françaises par le franquiste Xifre Biera, installé à Perpignan, « chef régional plus spécialement chargé de la destruction des tunnels. »

Avec la complicité de Rocca, de Perpignan, de « Vidal, transitaire français au Perthus, chef de section de l'Action française », et du « consul d'Italie à Port-Vendre », Biera, responsable des renseignements obtenus via « des employés des autocars français » de Perpignan (assurant le service routier entre Perpignan et Figueras), et remis au Perthus « entre employés français et espagnols », a permis d'organiser plusieurs bombardements : il « aurait fait sauter en partie le pont de Culera, près de Gérone », et une poudrière près de Font-Romeu, en mai 1938, « c'est-à-dire un mois avant celui d'Ax-les-Thermes ». Biera, qui « aurait à son domicile des documents très importants au sujet de la Défense nationale [française,...] *manœuvrait auparavant le chef connu du POUM* »<sup>2</sup> – c'est-à-dire Nin.

Ce passage, souligné par moi, confirme la note militaire de 1930 : Nin était, depuis la fin des années 1920 au minimum, au service de la police espagnole, et, après le putsch, il se mit à celui des putschistes franquistes. Sa position « ultrarévolutionnaire » de combat contre le « gouvernement bourgeois » et son appel constant à le renverser d'urgence, au bénéfice des « révolutionnaires », en pleine offensive *militaire* germano-italienne, semblait politiquement absurde et irresponsable. Elle ne l'était pas : elle relevait de la pure et simple provocation policière et de ce qui a, depuis l'automne 1936 de la guerre d'Espagne, pris le nom de « Cinquième Colonne ». On est à mille lieues de la déchirante fiche « libertaire » anglophone de Nin, de ton aussi violent que le « dossier » de la *Raison* dans l'exaltation du supposé martyr de l'impitoyable NKVD, mais qui ne dissimule pas les rapports réguliers entre Nin et Trotski<sup>3</sup>.

On ajoutera au dossier archivistique policier français, factuel sur la nature de ces provocations, le témoignage allusif précieux de Reichenau : le front espagnol avait donné au « service de renseignements » des assaillants l'atout

1. Note 6010 S.C.R. 2/11, confidentiel, 6 novembre 1930, Europe URSS 1918-1940, vol. 1265, dossier général, propagande communiste à l'étranger, 1930-1931, MAE.

2. Note sans référence des RG de la Sécurité nationale, Paris, du 4 novembre 1938, F7, vol. 14722, AN, souligné par moi.

3. [https://en.wikipedia.org/wiki/Andreu\\_Nin\\_P%C3%A9rez](https://en.wikipedia.org/wiki/Andreu_Nin_P%C3%A9rez)

décisif de la Cinquième Colonne. Reichenau n'usait pas du terme mais, observait-il, « les frontières sont, en beaucoup d'endroits, un centre de travail excellent pour recevoir les renseignements et les transmettre. *Il est plus facile d'introduire des Espagnols en territoire ennemi que d'envoyer des Allemands à l'étranger.* Nous avons pu travailler systématiquement à augmenter nos connaissances en ce qui concerne l'estimation des inventions de l'adversaire, le développement des moyens d'observation et le perfectionnement des méthodes de transmission des renseignements »<sup>1</sup>. Le camp franquiste avait donc « introdui[t] des Espagnols en territoire ennemi »...

Il serait bon enfin de ne pas faire flèche de tout bois contre un Staline diabolisé à tout propos, et d'éviter des arguments d'aussi éclatante mauvaise foi que le suivant : « quand, à la fin de la guerre civile, advint le *Pacte germano-soviétique* [souligné dans le texte], Staline se désengagea de l'Espagne pour complaire à son nouveau complice Hitler ».

Quand on postule – conformément au discours politique, propagandiste et même « historique » qui fait consensus de la gauche anticommuniste à la droite extrême –, que Staline et Hitler nouèrent une parfaite idylle entre le 23 août 1939, date dudit pacte de non-agression germano-soviétique, et l'opération Barbarossa du 22 juin 1941, date de l'invasion de l'URSS par le Reich, et que, novation en l'occurrence, cette « alliance » contre-nature aggrava le sort funeste des républicains espagnols vaincus, il convient de vérifier la *chronologie* élémentaire. La défaite des Républicains espagnols – délibérément sacrifiés, non par l'URSS, mais par la France, l'Angleterre et les États-Unis, à leurs relations « apaisées » avec le Reich et l'Italie assaillants – fut définitivement acquise entre la chute de Barcelone (26 janvier 1939) et l'entrée des troupes franquistes dans Madrid (26 mars 1939). Comment peut-on donc sérieusement imputer au « pacte germano-soviétique », qui n'est d'ailleurs pas le sujet traité<sup>2</sup>, l'abandon par l'URSS de la partie espagnole ?

Je ne vois en l'espèce d'autre explication que l'antipathie aveugle contre les « staliniens », qui envahit le dossier de juin 2021 de *La Raison* et nuit grandement au respect de la *methodologie historique*. Un tel comportement, désormais hégémonique sinon unanime en France, empêche toute discussion sur la véritable nature de la guerre d'Espagne, qui ne fut pas une guerre entre « révolutionnaires » espagnols et « traîtres » étrangers ou vernaculaires.

1. Rapport Reichenau, déjà cité, F7, vol. 14722, AN.

2. Pacte de non-agression germano-soviétique traité via les archives, *Le Choix de la défaite*, *passim* sur la décennie 1930 et chapitre 10 sur l'étape finale, et *De Munich à Vichy*, Armand Colin, 2008, chapitre 4.